

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 28/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS BORAX FRANCAIS**

BP 59 - Route de Bourbourg  
59210 Coudekerque-Branche

#### Références :

H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G2\BORAX\_Herzeele\_070.02218\2\_Insp  
ections\2024\_05\_27\_Eaux de ruissellement  
Code AIOT : 0007002218

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2024 dans l'établissement SAS BORAX FRANCAIS implanté rue de la briqueterie Lieu-dit Le Petit Moulin 59470 Herzeele. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Afin de contrôler la qualité des eaux de ruissellement rejetées au réseau d'eaux pluviales, l'exploitant a installé des installations de stockage. L'inspection s'est rendue sur place afin de contrôler la mise en place de ces installations.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS BORAX FRANCAIS
- rue de la briqueterie Lieu-dit Le Petit Moulin 59470 Herzeele
- Code AIOT : 0007002218
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette ancienne carrière d'argile d'environ 6 hectares a fait l'objet de stockage d'environ 580 000 tonnes de déchets de borogypse entre 1986 et 1997.

D'importants travaux de remise en état ont été réalisés par la société BORAX FRANCAIS entre 2009 et 2010. Le procès-verbal de récolement, consécutif à la remise en état du site, a été établi le 22 août 2011.

La surveillance des eaux superficielles et souterraines fait l'objet des prescriptions de l'arrêté du 02 novembre 2012.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Sites et sols pollués

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Responsable	AP Complémentaire du 02/11/2012, article 1	Sans objet
2	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 02/11/2012, article 3	Sans objet
3	Surveillance des eaux superficielles	AP Complémentaire du 02/11/2012, article 4	Sans objet
4	Bilan quadriennal	AP Complémentaire du 02/11/2012, article 6	Sans objet
5	Valeurs limite de rejet des eaux superficielles	AP Complémentaire du 02/11/2012, article 7	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le système mis en place par l'exploitant permet de contrôler la qualité des eaux superficielles rejetées au réseau communal d'eaux pluviales.

Afin d'actualiser les conditions d'exploitation de l'ancien dépôt de borogypse, l'exploitant transmettra au préfet sous un délai de 3 mois un porter-à-connaissance détaillant le nouveau système mis en place pour le suivi et le contrôle des eaux souterraines et superficielles.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Responsable**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/11/2012, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>
La société Borax Français, dont le siège social se situe BP 59 - Route de Bourbourg à Coudekerque-

Branche (59411), est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour le dépôt de borogypse situé à Herzeele rue de la Briqueterie.

**Constats :**

Le site est suivi par la société RIO TINTO Closure Group en charge du suivi des anciens sites PECHINEY. Cette société, comme la société BORAX Français, fait partie du groupe RIO TINTO Aluminium Pechiney. La société Borax Français reste responsable du site d'Herzeele.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/11/2012, article 3

**Thème(s) :** Autre, Surveillance

**Prescription contrôlée :**

Les paramètres à analyser, la fréquence des prélèvements et leur localisation sont indiqués ci-dessous :

piézomètres	paramètres	Fréquence
PZ1	Arsenic, Bore	semestrielle
PZ2	Arsenic, Bore	semestrielle
PZ3	Arsenic, Bore	semestrielle
PZ6	Arsenic, Bore	semestrielle
PZ7	Arsenic, Bore	semestrielle

L'emplacement des piézomètres est repris sur le plan annexé au présent arrêté.

**Constats :**

Suite à un dysfonctionnement du PZ6, il a été remplacé par le PZ6bis en 2021. Ce piézomètre est à proximité de PZ6 et doit permettre de suivre le même milieu que PZ6. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments permettant de s'en assurer (rapport de forage...). L'exploitant joindra également un plan actualisé afin de proposer un arrêté préfectoral qui actualisera le réseau de surveillance des eaux souterraines.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

RIO TINTO transmettra au Préfet, sous un délai de 3 mois, un porter-à-connaissance qui comportera tous les éléments permettant d'actualiser la surveillance des eaux souterraines (plan actualisé du réseau de surveillance, rapports de forage, rapport de comblement des anciens piézomètres...).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Surveillance des eaux superficielles**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/11/2012, article 4

<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
Les paramètres à analyser, la fréquence des prélèvements et leur localisation sont indiqués dans le tableau ci-dessous :		
points de prélèvement	paramètres	fréquence
R1	Arsenic, Bore	semestrielle
R2 bis	Arsenic, Bore	semestrielle
R3	Arsenic, Bore	semestrielle
R4	Arsenic, Bore	semestrielle
Mare M2	Arsenic, Bore	semestrielle
Echantillon commun aux étangs ED et EG	Arsenic, Bore	semestrielle
La position des points de prélèvements est reprise sur la carte annexée au présent arrêté.		
<b>Constats :</b>  <p>En octobre 2021 RIO TINTO Closure, afin de contrôler la qualité des eaux de ruissellement rejetées au réseau d'eaux pluviales communal, a installé des bouchons et des cuves souples. Ce système permet le rejet des eaux de ruissellement au réseau d'eaux pluviales uniquement si leur concentration en Bore et Arsenic sont inférieures aux valeurs limite d'émission. Dans le cas contraire, elles sont pompées et récupérées dans des camions citerne afin d'être éliminées en tant que déchets.</p> <p>La mise en place de ce système a permis d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/03/2022.</p> <p>Ce nouveau système de gestion des eaux de ruissellement sur site modifie la conduite d'exploitation prescrite à l'article 4 (points de prélèvement, fréquence de contrôle).</p> <p>Les prescriptions de l'article 4 nécessitent d'être révisées. L'exploitant doit transmettre au préfet un porter-à-connaissance qui décrit précisément le système mis en place (points de prélèvement, points de rejet, fréquence de contrôle,...) qui permettra d'actualiser le suivi du site post-exploitation avec des prescriptions complémentaires.</p>		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>La société RIO TINTO Closure transmettra sous un délai de 3 mois un porter-à-connaissance qui permet l'actualisation des conditions de d'exploitation fixées dans l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2012.</p>		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		

  

<b>N° 4 :</b> Bilan quadriennal
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/11/2012, article 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les 4 ans, l'exploitant établit et transmet à Monsieur le Préfet du Nord un bilan de la surveillance réalisée au titre des articles 3, et 4 du présent arrêté. Ce bilan pourra, le cas échéant, être accompagné de propositions de modification de modalités de la surveillance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 30/06/2023, Rio Tinto Closure a transmis le bilan quadriennal pour la période 2018-2021.</p> <p>Il confirme que le suivi doit se poursuivre selon les mêmes modalités que celles imposées par l'arrêté préfectoral du 02 novembre 2012.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Valeurs limite de rejet des eaux superficielles

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/11/2012, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble de eaux de ruissellement (rejets R1, R2 bis, R3, R4) ne peuvent être rejetées dans l'environnement que si leur teneur en arsenic et en bore est inférieure aux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- arsenic : 50 microgrammes par litre ;</li> <li>- bore : 5 milligramme par litre.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Quatre citernes souples installées en 2021 permettent de récupérer les eaux de ruissellement polluées pour élimination.</p> <p>La pluviométrie exceptionnelle connue cet hiver a conduit l'exploitant à enlever en novembre 2023 les bouchons qui permettaient l'isolement sur site des eaux de ruissellement afin d'éviter l'inondation du site et des riverains.</p> <p>Depuis cette date, le suivi de la qualité des rejets au réseau pluvial indique le dépassement des valeurs limite d'émission pour 6 prélèvements (pour l'arsenic, les concentrations sont comprises entre 55 et 114 µg/L et pour le bore entre 7 060 et 11 700 µg/L) entre novembre et mi-décembre 2023. L'inspection a demandé à l'exploitant de remettre immédiatement les bouchons d'obturation et de justifier dans son porter-à-connaissance (voir points de contrôle ci-dessus) que le système de stockage mis en place respecte la <b>doctrine sur la gestion des eaux pluviales au sein des ICPE soumises à Autorisation validée le 30 janvier 2017 pour le dimensionnement des ouvrages de rejet.</b></p> <p>Toutes les valeurs mesurées depuis le 26 décembre 2023 sont conformes (l'exploitant réalise une analyse hebdomadaire).</p> <p>L'inspection a pu contrôler la bonne élimination en centre spécialisé pour les eaux stockées avant novembre 2023 et présentant des concentrations supérieures aux valeurs limite d'émission. A notre demande, l'exploitant a transmis par courriel du 07/06/2024 le bordereau de suivi de déchet dangereux n°BSD-20230927-NRKXDK2VV (2023-386) concernant la récupération de 7,66 tonnes par la société hydropale le 18/10/2023.</p>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra sous un délai de 3 mois dans un porter-à-connaissance du préfet, la justification que le système de stockage mis en place respecte la **doctrine sur la gestion des eaux pluviales au sein des ICPE soumises à Autorisation validée le 30 janvier 2017 pour le dimensionnement des ouvrages de rejet.**

**Type de suites proposées :** Sans suite